Choisir entre les véhicules : une séquence de décision

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

1. L'entité singapourienne détiendra-t-elle une licence ou exercera-t-elle une activité réglementée ? Si oui, elle doit être une Pte. Ltd. (ou une public company) dotée d'une direction effective à Singapour. Les succursales et les LLP sont exclues en pratique.
2. Détiendra-t-elle une trésorerie de protocole qui doit apparaître comme indépendante des fondateurs ? Si oui, examinez si la trésorerie a sa place dans une fondation zougoise, l'entité singapourienne étant alors la société d'exploitation. Si la trésorerie doit se trouver à Singapour, constituez une CLG dotée d'une constitution verrouillée et d'un conseil à majorité indépendante.
3. Percevra-t-elle des revenus qui devraient bénéficier du réseau de conventions ou des exonérations des revenus de source étrangère ? Si oui, elle doit être résidente, et le conseil doit donc siéger effectivement à Singapour. Prévoyez au budget deux administrateurs résidents investis d'un pouvoir de décision.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

4. Emploiera-t-elle les fondateurs ? Si oui, les seuils de l'Employment Pass ou du ONE Pass du chapitre I fixent la masse salariale minimale. Constituez d'abord la société, car la demande de permis exige un sponsor déjà constitué.
5. Détiendra-t-elle des jetons apportés par les fondateurs ? Si oui, convenez par écrit, avant l'apport, de la méthode d'évaluation et des plateformes de référence, et alignez-les sur tout apport en Suisse.
6. A-t-elle besoin d'un compte bancaire avant de pouvoir faire quoi que ce soit ? Presque toujours. Le chapitre IX explique que l'ouverture d'un compte pour une société d'actifs numériques à Singapour prend deux à quatre mois, et que l'objet, les dirigeants et l'origine des fonds de la société doivent être arrêtés avant le premier rendez-vous avec la banque.

Exemple

Une AG zougoise qui fournit une technologie de conservation institutionnelle souhaite une présence commerciale et d'assistance en Asie et, d'ici deux ans, une licence singapourienne lui permettant de fournir des services de conservation à des clients asiatiques. Première étape : une Pte. Ltd. détenue à 100 % par l'AG, avec deux administrateurs. Le premier est le directeur commercial de l'AG, qui s'installe à Singapour avec un Employment Pass. Le second est un responsable Asie résidant à Singapour et recruté sur place. Le secrétariat de la société est confié à un prestataire de services aux sociétés. La société loue un bureau dans le quartier d'affaires central, emploie quatre personnes la première année et tient des réunions trimestrielles du conseil à Singapour, auxquelles le directeur général suisse participe par vidéo et est inscrit comme présent. Elle demande un certificat de résidence après son premier exercice. L'AG lui concède une licence non exclusive sur la technologie de conservation contre une redevance établie selon le chapitre IV. La deuxième année, forte d'un historique de chiffre d'affaires et de masse salariale, elle demande une licence de major payment institution pour la conservation de digital payment tokens en vertu de la partie K, chapitre II. Les investisseurs de l'AG ne voient jamais Singapour apparaître dans la table de capitalisation, puisque la filiale est détenue à 100 %.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com